

**PAR COURRIEL**

Québec, le 3 avril 2019

[...]

Monsieur,

Je donne suite à votre demande d'accès reçue le 22 mars dernier par courriel afin d'obtenir une copie du dossier en éthique et déontologie référence CMQ-66841 (Alain Laplante, Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu) et vous transmetts les documents demandés.

Toutefois, en raison de séances à huis clos ayant eu lieu lors de l'audience du 18 au 21 mars, nous devons procéder à l'élagage audio de certaines portions des enregistrements. Malheureusement, à l'heure actuelle nous éprouvons quelques difficultés techniques à réaliser cet élagage. Dès qu'ils seront disponibles au public, nous vous ferons parvenir les enregistrements à l'aide de WeTransfer.

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information, suivant la note explicative jointe.

Veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le responsable de l'accès aux documents,

**ORIGINAL SIGNÉ**

Denis Gagnon, avocat - urbaniste

p. j. Dossier CMQ-66841  
Article 51, RLRQ, c. A-2.1  
Avis de recours en révision